

Art. 5. Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 décembre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

L. TOBACK

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

Art. 5. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 december 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken,

L. TOBACK

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

Annexe — Bijlage

Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique  
Ministerie van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken

Besoins exceptionnels et temporaires en personnel  
Uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften

Grade Graad	Echelle Schaal	Nombre Aantal	Durée Duur	Prime Premie	Total des primes Totaal van de premies
Secrétaire d'administration Bestuurssecretaris	10/1	2	du/van 1.1.93 au/tot 31.12.93	203 112	406 224
Rédacteur Opsteller	20/1	10	du/van 1.1.93 au/tot 31.12.93	203 112	2 031 120
Commis-sténodactylographe Klerk-stenotypist	34/2	3	du/van 1.1.93 au/tot 31.12.93	203 112	609 336
Commis(-dactylo) Klerk-typist	30/1	12	du/van 1.1.93 au/tot 31.12.93	203 112	2 437 344
Messenger-huissier Bode-kamerbewaarder	40/2	6	du/van 1.1.93 au/tot 31.12.93	203 112	1 218 672
		33			6 702 696

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 15 décembre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

L. TOBACK

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 15 december 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken,

L. TOBACK

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 93 — 2982

25 OCTOBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat;

Vu la loi du 8 février 1974 modifiant l'arrêté royal du 15 avril 1958, modifié par l'arrêté royal du 10 mars 1965, portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique;

Vu la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977;

Vu l'arrêté royal n° 294 du 31 mars 1984 fixant les conditions d'octroi de la rémunération différée à certains membres du personnel temporaire de l'enseignement qui ont d'autres revenus professionnels pendant les vacances d'été;

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel que modifié, notamment les articles 111, 119 et 135;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1er avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise, tel que modifié;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale tel que modifié;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 fixant les modalités de calcul des anciennetés sociale et pécuniaire des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale;

Considérant qu'il est nécessaire, en vue d'adapter l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française aux nouvelles réalités créées par le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, de prévoir un nouveau statut pécuniaire applicable à l'ensemble des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation occupés dans ce type d'enseignement;

Vu l'accord de l'Inspection des Finances, donné le 5 août 1993;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 septembre 1993;

Vu le protocole du 23 septembre 1993 du comité de secteur IX et du comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales et vu la délibération du Gouvernement en date du 25 octobre 1993,

Arrête :

### TITRE Ier. — Dispositions générales

#### CHAPITRE Ier. — Terminologie et règles générales de fixation des échelles

**Article 1er.** Les traitements des membres du personnel soumis aux dispositions du présent arrêté sont fixés par des échelles comprenant :

- un traitement minimum;
- des traitements dénommés « échelons » résultant des augmentations périodiques c'est-à-dire des augmentations annales et les biennales;
- un traitement maximum.

**Art. 2.** Les traitements et augmentations périodiques sont exprimés en un nombre d'unités monétaires correspondant à leur montant annuel.

**Art. 3.** L'échelle de chaque fonction est fixée par le Gouvernement de la Communauté française, eu égard à l'importance de celle-ci qui correspond normalement au niveau de chacun des diplômes ou titres admis pour l'accès à cette fonction.

**Art. 4.** Les échelles des fonctions du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation, sont fixées par l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1er avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise.

**Art. 5.** Toute échelle est rangée, soit dans la classe dite « 20 ans », soit dans la classe dite « 21 ans », soit dans la classe dite « 22 ans », soit dans la classe dite « 23 ans », soit dans la classe dite « 24 ans ».

**Art. 6.** L'échelle est désignée par un indice qui en mentionne le traitement minimum, le traitement maximum, la classe, ainsi que le nombre et le montant des augmentations périodiques.

**Art. 7.** Le membre du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation occupé dans l'enseignement de promotion sociale est considéré en fonction principale à prestations complètes ou incomplètes lorsqu'il ne se trouve dans aucune des situations visées à l'article 11 du présent arrêté.

#### CHAPITRE II. — Des fonctions principales

**Art. 8. § 1er.** Le membre du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation occupé dans l'enseignement de promotion sociale est considéré comme titulaire d'une fonction principale à prestations complètes dans cet enseignement lorsqu'il y preste, dans un ou plusieurs établissements et sur une période d'occupation, au moins le nombre minimum de périodes requises pour sa fonction.

Le nombre minimum de périodes visé à l'alinéa précédent est fixé comme suit :

- Directeur : 36 périodes/semaine.
  - Sous-directeur : 36 périodes/semaine.
  - Educateur-économiste : 36 périodes/semaine.
  - Secrétaire de direction : 36 périodes/semaine.
  - Surveillant-éducateur : 36 périodes/semaine.
- Pour ces fonctions, une période représente une durée d'activité de 60 minutes.
- Chef d'atelier : 30 périodes/semaine.
  - Professeur de cours généraux : 800 périodes/année scolaire.
  - Professeur de psychologie, pédagogie, méthodologie : 800 périodes/année scolaire.
  - Professeur de cours spéciaux : 800 périodes/année scolaire.
  - Professeur de cours techniques : 800 périodes/année scolaire.
  - Professeur de pratique professionnelle : 1 000 périodes/année scolaire.
  - Professeur de cours techniques et de pratique professionnelle : 1 000 périodes/année scolaire.
- Pour ces fonctions, une période représente une activité d'enseignement d'une durée de 50 minutes.

§ 2. Dans les sections de l'enseignement de promotion sociale de régime 2 organisées en moins de 40 semaines de fonctionnement et dans les sections ou unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1 qui ne s'organisent pas sur la totalité d'une année scolaire, pour déterminer si le membre du personnel atteint, durant une période d'occupation, le nombre minimum de périodes visées au § 1er, on multiplie le nombre de périodes de cours confiées au membre du personnel par la fraction dont le numérateur est constitué du nombre de jours calendriers que comporte une année scolaire et le dénominateur représente le nombre de jours calendriers que comporte la période d'occupation.

§ 3. Pour l'application des §§ 1er et 2, une période d'occupation désigne une période de temps déterminée débutant, au plus tôt, le premier jour d'ouverture de la section ou de l'unité de formation dans laquelle le membre du personnel exerce sa fonction et se terminant, au plus tard, le dernier jour d'ouverture de cette même section ou unité de formation.

Le membre du personnel est réputé exercer sa fonction aussi longtemps qu'il conserve son droit à un traitement.

Le membre du personnel concerné peut occuper une fonction principale à prestations complètes durant plusieurs périodes d'occupation sur une même année scolaire.

La durée maximale d'une période d'occupation s'étend du 1er septembre au 30 juin de l'année civile suivante.

**Art. 9.** Le membre du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation, qui preste des fonctions principales à prestations incomplètes, rémunérées par la même échelle de traitement, dans un ou plusieurs établissements d'enseignement de promotion sociale, ou dans un ou plusieurs établissements d'enseignement de promotion sociale et dans d'autres types d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française, est considéré comme titulaire d'une fonction principale à prestations complètes lorsque la somme des valeurs relatives des fractions horaires de ses différentes fonctions sur une même période d'occupation atteint l'unité.

Si ces fonctions principales à prestations incomplètes lui donnent droit à des échelles différentes, sa fonction principale à prestations complètes est constituée au maximum du plus petit nombre entier de périodes nécessaires pour lui permettre d'atteindre le traitement qu'il obtiendrait s'il effectuait des prestations complètes dans celle de ses fonctions incomplètes qui est la mieux rémunérée.

La fonction incomplète qui est la mieux rémunérée est celle parmi ses fonctions qui, s'il l'exerçait à prestations complètes, lui donnerait droit au traitement annuel brut le plus élevé.

La fraction horaire d'une fonction est déterminée par un numérateur représentant le résultat du calcul prévu à l'article 8, § 2, et un dénominateur représentant le nombre minimum de périodes dont est chargé un membre du personnel pour exercer ladite fonction au titre d'une fonction principale à prestations complètes sur la totalité d'une année scolaire.

Dans le cas où certaines de ces fonctions incomplètes sont exercées dans un ou plusieurs établissements de l'enseignement de plein exercice, cette fraction horaire s'exprime par la multiplication du nombre d'heures/semaine confiée à l'intéressé(e) par la valeur relative d'une heure de cours telle que définie à l'article 4, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique.

Dans le cas où certaines de ces prestations incomplètes sont exercées dans un ou plusieurs établissements de l'enseignement de promotion socio-culturelle, cette fraction horaire s'exprime par la multiplication du nombre d'heures/semaine confié à l'intéressé(e) par la valeur relative d'une heure de cours.

La valeur relative d'une heure de cours s'exprime dans ce cas, par une fraction dont le numérateur est l'unité et le dénominateur le nombre minimum d'heures de cours fixé pour cette fonction par l'arrêté royal du 9 novembre 1978 fixant au 1er avril 1972 les échelles de traitement des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'enseignement artistique à horaire réduit de l'Etat.

**Art. 10.** Pour le membre du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation titulaire d'une fonction principale à prestations complètes au sens des articles 8 et 9 et d'une ou de plusieurs fonctions accessoires telle(s) que définie(s) au chapitre III du présent titre, tout ou partie de sa (ses) prestation(s) en fonction accessoire devient partie intégrante de sa (ses) fraction(s) horaire(s) rémunérée(s) à titre principal ou à titre accessoire s'il s'avère que sur une période ininterrompue d'activité dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, des périodes d'occupation lui donnent droit à une rémunération du chef d'une ou de plusieurs fonctions principales à prestations incomplètes.

La période ininterrompue d'activité visée à l'alinéa précédent est la période qui donne lieu obligatoirement à la liquidation d'un traitement ou d'une subvention-traitement à charge de la Communauté française.

Cette période ininterrompue est limitée à l'année scolaire en cours et comprend la ou les périodes d'occupation durant laquelle ou lesquelles l'intéressé(e) dépasse sa fonction principale à prestations complètes.

Le membre du personnel concerné peut connaître plusieurs périodes ininterrompues d'activité au cours d'une même année scolaire.

Il peut résulter de l'application des dispositions précédentes que, dans les limites d'une même période ininterrompue d'activité, un membre du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation, occupé dans l'enseignement de promotion sociale, soit considéré et rémunéré comme titulaire d'une fonction principale à prestations complètes durant une période plus longue que celle définie en vertu de l'article 8, § 3.

### CHAPITRE III. — Des fonctions accessoires

**Art. 11.** § 1er. Pour l'application du présent arrêté et sans préjudice des dispositions de l'article 10 : l'expression « fonction accessoire » désigne la fonction qu'exerce dans un ou plusieurs établissements d'enseignement de promotion sociale, le membre du personnel :

- a) qui exerce déjà dans l'enseignement de plein exercice, en ce compris l'enseignement secondaire à horaire réduit, une fonction à prestations complètes, au sens de l'article 4 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 précité;
- b) qui exerce déjà, dans l'enseignement de promotion socio-culturelle, une fonction à prestations complètes, au sens de l'article 3 de l'arrêté royal du 10 mars 1965 portant statut pécuniaire du personnel des cours à horaire réduit relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture;
- c) qui exerce déjà une fonction principale à prestations complètes au sens de l'article 4, § 2, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 précité constituée de plusieurs fonctions principales à prestations incomplètes dans les types d'enseignement repris sub a et b;
- d) qui exerce déjà dans l'enseignement de promotion sociale une fonction principale à prestations complètes, au sens des articles 8 à 10 du présent arrêté;
- e) qui exerce déjà dans un des types d'enseignement repris sub a et/ou b et dans l'enseignement de promotion sociale, une ou plusieurs fonctions qui lui confèrent un traitement complet dont le montant brut est égal au traitement brut qu'il obtiendrait s'il exerçait des prestations complètes dans celle de ses fonctions incomplètes qui est la mieux rémunérée.

§ 2. Pour l'application du § 1er et sans préjudice des modalités de paiement fixées au présent arrêté, le caractère accessoire ou principal de la fonction exercée durant l'année scolaire écoulée est déterminé au 31 août de chaque année.

§ 3. Est également considérée comme accessoire, la fonction qu'exerce dans un ou plusieurs établissements d'enseignement de promotion sociale, le membre du personnel :

a) qui exerce déjà une profession indépendante comportant une activité professionnelle qui exige au moins 60 pourcent des prestations hebdomadaires fournies par celui qui exerce la même activité de manière exclusive.

L'application de la présente disposition exclut l'application du littéra c) du présent paragraphe;

b) qui bénéficie du chef d'un emploi exercé dans le secteur privé ou public dont l'horaire normal est de nature à absorber complètement une activité professionnelle normale, d'un traitement, d'une prépension ou d'une pension de retraite dont le montant est supérieur ou égal au minimum de l'échelle de traitement la moins élevée de la fonction de surveillant-éducateur.

c) qui bénéficie du chef d'une occupation à temps partiel dans le secteur privé ou public d'un traitement, d'une prépension ou d'une pension de retraite dont le montant est supérieur ou égal à celui de la rémunération brute qu'il obtiendrait s'il exerçait sa fonction comme fonction principale à prestations complètes mais calculée sur la base du minimum de l'échelle de traitement. Si le membre du personnel exerce simultanément plusieurs fonctions dans l'enseignement de promotion sociale, la base de calcul sera constituée du minimum de l'échelle de traitement la moins élevée dont il bénéficie;

d) qui exerce une fonction non exclusive dans l'enseignement de plein exercice pour laquelle il bénéficie d'un traitement complet dont le montant brut est égal ou supérieur au minimum de son échelle de traitement. Si le membre du personnel exerce simultanément plusieurs fonctions au-delà de celle qui lui vaut un traitement complet, il y a lieu de prendre en compte, en vue d'effectuer la comparaison, le minimum de l'échelle de traitement la moins élevée dont il bénéficie.

L'expression « fonction non exclusive » visée au littéra d) du présent paragraphe désigne la fonction qu'exerce dans une ou plusieurs écoles ou institutions d'enseignement artistique de la Communauté française, le professeur enseignant les cours artistiques et l'accompagnateur.

Est également réputée non exclusive, la fonction qu'exerce dans l'enseignement artistique, l'inspecteur des cours artistiques.

§ 4. Dans les cas visés au § 3 ci-dessus, le caractère principal ou accessoire de la fonction est déterminé dès l'engagement du membre du personnel.

Si dans le courant de l'année scolaire survient un événement de nature à modifier le caractère accessoire ou principal de la fonction dans l'enseignement de promotion sociale, le membre du personnel est considéré uniquement durant la partie restante de la période d'occupation en cours comme titulaire soit d'une fonction principale à prestations complètes, soit d'une ou de plusieurs fonctions principales à prestations incomplètes conformément au chapitre II du présent titre, soit d'une fonction accessoire.

§ 5. Pour l'application du § 3, a, tout membre du personnel soumis au présent arrêté qui exerce une profession indépendante peut demander au Ministre chargé de l'exécution du présent arrêté, de constater que sa profession indépendante n'absorbe pas dans son chef une activité professionnelle.

Le membre du personnel concerné qui n'introduit pas une telle demande est rémunéré automatiquement pour une fonction accessoire.

Le Ministre prend sa décision annuellement sur l'avis de la Commission créée par l'article 2 de la loi du 8 février 1974 modifiant l'arrêté royal du 15 avril 1958, modifié par l'arrêté royal du 10 mars 1965, portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique.

La Commission établit un projet d'avis motivé de manière circonstanciée et le soumet à l'intéressé(e); dans les trente jours de la réception de cet avis, le membre du personnel peut introduire une réclamation auprès de la Commission précitée. Le Ministre prend une décision motivée sur la base de l'avis final de la Commission et de la réclamation éventuelle.

Pour émettre son avis sur la demande d'un membre du personnel, la Commission prend en considération la nature et la durée des prestations que comporte sa profession indépendante, les horaires pratiqués et les revenus que lui procure sa profession.

Dès que le Ministre a rendu une première décision favorable, le membre du personnel concerné sera présumé, dans l'attente d'une décision ultérieure, exercer sa (ses) fonction(s) dans l'enseignement de promotion sociale au titre d'une fonction principale.

#### CHAPITRE IV. — Règles générales de fixation du traitement

Art. 12. A chaque modification du statut pécuniaire, tout traitement afférent à une fonction, est refixé comme si le nouveau statut pécuniaire avait existé de tout temps.

Si le traitement ainsi refixé est inférieur à celui dont le membre du personnel bénéficiait dans sa fonction à l'entrée en vigueur de l'arrêté modificatif, le traitement le plus élevé lui est maintenu dans cette fonction jusqu'à ce qu'il obtienne un traitement au moins égal.

Art. 13. Le traitement d'un membre du personnel régi par le présent arrêté est soumis au régime de la mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères.

Art. 14. Pour la détermination de l'âge du membre du personnel en vue de la fixation de son traitement, l'anniversaire de la naissance qui tombe à une date autre que le premier du mois est toujours reporté au premier du mois suivant.

Art. 15. Le traitement de tout membre du personnel est fixé dans l' (les) échelle(s) de sa (ses) fonction(s) compte tenu du (des) diplôme(s) ou titre(s) dont il est titulaire.

Art. 16. A l'exception du titulaire d'une fonction accessoire, le membre du personnel bénéficie à tout moment d'un traitement calculé d'après son ancienneté, celle-ci étant formée du total des services admissibles figurant au chapitre V du présent titre.

Art. 17. Pour la détermination du traitement, conformément à l'article 16, est seule retenue l'ancienneté utile, c'est-à-dire celle acquise au moment où le membre du personnel compte le plus grand nombre d'années de services admissibles correspondant aux augmentations périodiques.

Art. 18. Pour l'application des articles 16 et 17, tout total de douze mois de services admissibles forme une année.

Art. 19. Sans préjudice des dispositions de l'article 9, le membre du personnel ne bénéficie jamais, ni durant sa (ses) période(s) d'occupation en cours d'année scolaire, ni durant la (les) période(s) ininterrompue(s) d'activité de service visée à l'article 10, alinéa 1er, d'un traitement, au titre d'une fonction principale, supérieur au traitement maximum de son échelle.

CHAPITRE V. — *Des services admissibles**Section 1re. — De l'admissibilité*

**Art. 20. § 1er.** Entrent en ligne de compte pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation soumis aux dispositions du présent arrêté et exerçant une fonction principale dans l'enseignement de promotion sociale :

1<sup>o</sup> les services admissibles visés aux articles 16 et 17 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 précité;

2<sup>o</sup> les services effectifs que le membre du personnel a rendus, à partir de l'âge de 20, de 21, de 22, de 23 ou de 24 ans, selon la classe de son échelle, dans un cours à horaire réduit organisé, subventionné ou reconnu en vertu des lois sur l'enseignement technique coordonnées le 30 avril 1957 et dans l'enseignement de promotion sociale organisé ou subventionné par l'Etat ou actuellement par la Communauté française;

3<sup>o</sup> les services à la coopération rendus sous l'un des régimes visés à l'article 1er de la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement.

§ 2. Les services admissibles visés au § 1er sont valorisables, non seulement lorsqu'ils ont été accomplis comme temporaires, stagiaires ou définitifs, mais également en qualité de travailleur du cadre spécial temporaire (CST), d'agent contractuel subventionné (ACS), de chômeur mis au travail (CMT), de stagiaire « Education nationale » (STEN), de stagiaire « Communauté française » (STEC), et de stagiaire ONEM.

Toutefois, les services accomplis comme CMT ne peuvent être pris en considération qu'à partir du moment où le membre du personnel acquiert la qualité de définitif.

**Art. 21.** Pour l'application de l'article 20, § 1er, le membre du personnel est réputé prester des services effectifs, tant qu'il se trouve dans une position administrative qui lui vaut de par son statut, son traitement d'activité ou, à défaut, la conservation de ses titres à l'avancement de traitement.

**Art. 22.** Pour l'application de l'article 20, § 1er, l'admissibilité des services peut être prouvée par toute voie de droit.

**Art. 23.** A dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont toujours rejetés les services que le membre du personnel a prestés, après cette date, comme titulaire d'une fonction accessoire.

*Section 2. — De la durée*

**Art. 24. § 1er.** Les services admissibles visés à l'article 20, § 1er, se comptent par mois de calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois sont négligés.

§ 2. Les services effectifs que le membre du personnel a prestés comme intérimaire ou comme temporaire dans un établissement d'enseignement de l'Etat, de la Communauté française, d'une province, d'une commune ou d'une administration relevant d'une province ou d'une commune ou d'un établissement d'enseignement subventionné par l'Etat ou actuellement par la Communauté française, interviennent pour une ancienneté égale au nombre de jours prestés, multiplié par 1,2.

Trente jours forment un mois.

§ 3. Les services effectifs prestés par un membre du personnel comme intérimaire dans une école primaire ou maternelle, soit provinciale ou communale, soit adoptée ou adoptable avant le 1er septembre 1958, restent soumis aux dispositions prévues à l'article 1er, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté ministériel du 20 août 1959 fixant la durée des services admissibles prestés à titre intérimaire par les membres du personnel enseignant, scientifique ou assimilé du Ministère de l'Instruction publique.

§ 4. Pour l'application du présent article, sont réputés intérimaires ou temporaires, tous les services admissibles prestés pendant le mois au cours duquel le membre du personnel est désigné ou occupé pour la première fois en une qualité autre que celle d'intérimaire ou de temporaire.

**Art. 25.** La durée des services admissibles rendus dans deux ou plusieurs fonctions à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne peut jamais dépasser la durée des services admissibles rendus dans une fonction à prestations complètes exercée pendant la même période.

**Art. 26.** La durée des services admissibles que compte un membre du personnel ne peut jamais dépasser douze mois pour une année civile.

**Art. 27.** La durée des services admissibles accomplis par un membre du personnel dans le cadre d'un statut précaire est prise en considération conformément aux dispositions prévues à l'article 24, § 1er, et aux conditions d'admissibilité énoncées aux articles 16 et 17 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 précité.

Par dérogation à l'alinéa 1er, les services admissibles prestés en qualité de chômeur mis au travail n'entrent en ligne de compte pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire, qu'à concurrence de six ans lorsque le membre du personnel peut également faire valoir des services prestés antérieurement en qualité d'ACS et de deux ans dans le cas contraire.

**TITRE II. — Modalités de paiement du traitement****CHAPITRE 1er. — Règles applicables aux membres du personnel nommés à titre définitif***Section 1re. — Des titulaires de fonctions principales*

**Art. 28. § 1er.** Le membre du personnel nommé à titre définitif exerçant une ou plusieurs fonctions au titre d'une fonction principale dans l'enseignement de promotion sociale, est payé mensuellement.

Le traitement du membre du personnel visé à l'alinéa précédent est payé à terme échu, à savoir le dernier jour ouvrable du mois, sauf le paiement du traitement du mois de décembre qui a lieu le premier jour ouvrable du mois de janvier de l'année suivante.

Il en est de même des allocations ainsi que de tout autre élément de la rémunération payée en même temps que le traitement.

Toutefois, le paiement des allocations familiales n'est pas visé par le présent article.

§ 2. Le traitement du mois est égal à 1/12 du traitement.

§ 3. Lorsque le membre du personnel occupé dans l'enseignement de promotion sociale fait l'objet au cours d'une période d'occupation d'une nomination définitive dans la (les) fonction(s) qu'il exerce et qu'il occupait jusqu'à cette date à titre temporaire, son traitement durant cette période d'occupation est régularisé de la manière suivante :

— depuis le premier jour de l'année scolaire en cours jusqu'au premier jour du mois de prise en compte de sa nomination définitive, le membre du personnel concerné sera rémunéré en douzième à titre temporaire;

— il bénéficiera du traitement à titre définitif au premier jour du mois. Si la nomination intervient dans le courant du mois, cette rémunération prendra cours le premier jour du mois suivant.

§ 4. Lorsqu'un membre du personnel définitif est admis à la retraite ou décède, le traitement du mois entier est payé à l'intéressé ou à ses ayants droit selon le cas.

**Art. 29.** Lorsque le traitement du mois n'est pas dû entièrement, il est fractionné en trentièmes, conformément aux règles applicables en l'occurrence au personnel des ministères.

Ainsi, si le nombre réel de journées payables est égal ou inférieur à 15, le nombre de trentième dû est égal au nombre réel de journées payables.

Si le nombre réel de journées payables est supérieur à 15, le nombre de trentièmes dû est égal à la différence entre 30 et le nombre réel de journées non payables.

**Art. 30.** Le membre du personnel soumis aux dispositions de la présente section et qui est titulaire d'une fonction principale à prestations incomplètes bénéficie d'un traitement égal au produit de la multiplication du taux de la période-annuelle ou de la période-hebdomadaire-annuelle, selon les fonctions reprises à l'article 8, § 1er, par le nombre de périodes/année ou de périodes/semaine que comporte la fonction considérée durant l'année scolaire ou durant la période d'occupation, si cette fonction est exercée sur une partie de l'année scolaire.

Le taux de la période-annuelle ou de la période-hebdomadaire-annuelle est égal au quotient de la division du traitement que l'agent obtiendrait s'il exerçait sa fonction au titre d'une fonction principale à prestations complètes par le nombre minimum de périodes/année ou de périodes/semaine que comporte cette fonction à prestations complètes conformément à l'article 8, § 1er.

**Art. 31, § 1er.** Le membre du personnel soumis aux dispositions de la présente section et qui est titulaire d'une fonction principale à prestations complètes durant toute l'année scolaire bénéficie d'un traitement dont le montant annuel brut est calculé sur la base de l'échelle de traitement applicable à sa fonction en tenant compte de ses services admissibles.

§ 2. Si durant cette même période, le membre du personnel visé à l'alinéa précédent est titulaire d'une fonction principale à prestations complètes constituée de plusieurs fonctions incomplètes, rémunérées par la même échelle de traitement, son traitement sera constitué de la somme des produits obtenus en application de l'article 30.

Si la rémunération afférente à ces fonctions lui donne droit à des échelles différentes, son traitement sera constitué selon l'alinéa précédent mais limité au traitement qu'il obtiendrait s'il exerçait des fonctions à prestations complètes dans celle de ses fonctions incomplètes qui est la mieux rémunérée.

**Art. 32, § 1er.** Le membre du personnel soumis aux dispositions de la présente section et qui est titulaire d'une fonction principale à prestations complètes ou incomplètes et dont la période réelle d'occupation est inférieure à l'année scolaire complète sera rémunéré du premier jour de l'année scolaire en cours et sur toute la durée de cette année scolaire, en ce compris les vacances d'été.

§ 2. Son traitement est établi sur base d'une conversion de ces prestations sur ladite année scolaire réalisée de la manière suivante :

— dans l'enseignement de promotion sociale de régime 2 : le nombre de périodes prestées par semaine multiplié par le nombre de semaines d'ouverture de la formation, le tout divisé par 40 fois le diviseur applicable à la fonction exercée tel que prévu à l'arrêté royal du 15 mars 1974 précité;

— dans l'enseignement de promotion sociale de régime 1 ou de régime 2 lorsqu'il s'avère impossible de fixer un nombre entier de périodes par semaine de fonctionnement : le nombre de périodes prestées effectivement par le membre du personnel durant sa période d'occupation divisé par le nombre de périodes nécessaires pour être considéré comme titulaire d'une fonction principale à prestations complètes.

#### Section 2. — Des titulaires d'une fonction accessoire

**Art. 33.** Les membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation occupé dans l'enseignement de promotion sociale dans lequel ils prestent une ou plusieurs fonctions accessoires à titre définitif, à la veille de l'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficient d'une rémunération qui sera payée conformément à l'article 28, §§ 1er et 2, du présent arrêté.

Cette rémunération est au maximum celle qu'ils auraient obtenue au 7 août 1982 sur la base des prestations dont ils continuent à être chargés en application des dispositions statutaires qui étaient en vigueur à cette même date.

**Art. 34.** Sans préjudice des dispositions de la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977, les prestations qui peuvent encore être rémunérées sont limitées au nombre de périodes dont le membre du personnel concerné était chargé le dernier jour de l'année scolaire 1981-1982.

Dans le cas où ce volume horaire s'exprimait en heures par semaine en application des dispositions statutaires antérieures, ces prestations seront converties conformément à l'article 32, § 2 et s'exprimeront en une fraction de charge rémunérable durant la totalité de l'année, en ce compris les vacances d'été.

**Art. 35.** Toute diminution d'attribution a pour effet de faire perdre définitivement aux intéressés le bénéfice de la situation pécuniaire acquise à concurrence de cette diminution.

**Art. 36.** Le traitement desdites prestations sera établi sur base des mêmes dispositions que le titulaire d'une ou de plusieurs fonctions principales à prestations incomplètes.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'ancienneté pécuniaire des membres du personnel concernés est limitée à celle qu'ils avaient acquise au dernier jour de l'année scolaire 1981-1982.

Le montant des augmentations périodiques comprises dans ce traitement est réduit de 50 pour cent.

#### CHAPITRE II. — Règles applicables aux membres du personnel temporaire

**Art. 37.** Pour les membres du personnel temporaire :

1° la rétribution journalière est fixée à 1/300 du traitement;

2° sont payables, tous les jours compris du début à la fin de la ou des périodes de désignation y compris s'il sont englobés dans la ou lesdites périodes, les congés de détente, ainsi que les vacances d'hiver et de printemps; le nombre total de jours ainsi payables durant l'année scolaire ne peut dépasser 300;

3° dans les cas où les dispositions de l'article 10 du présent arrêté trouvent à s'appliquer, sont payables, tous les jours compris du début à la fin de chacune des périodes ininterrompues d'activité dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté, y compris, s'ils sont englobés dans la (les) dite(s) période(s), les congés de détente, ainsi que les vacances d'hiver et de printemps; le nombre total de jours ainsi payables ne peut dépasser le nombre total de jours prévu au 2° ci-dessus;

4<sup>o</sup> en outre, est payable au cours des vacances d'été, une rémunération différée égale au produit de la multiplication des rémunérations journalières payées conformément aux 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, par 0,2.

La disposition du 4<sup>o</sup> ci-avant ne s'applique pas aux membres du personnel temporaire n'ayant pas atteint l'âge correspondant à la classe de leur échelle de traitement au plus tard le 31 août précédant le début de l'année scolaire.

#### Section 1re. — Des titulaires d'une fonction principale

Art. 38. Les dispositions de l'article 30 sont applicables aux membres du personnel visés à la présente section.

Les dispositions prévues à l'article 31 du présent arrêté s'appliquent aux membres du personnel temporaire, titulaires d'une fonction principale à prestations complètes et dont la période d'occupation coïncide avec la durée d'une année scolaire complète.

Art. 39. Le membre du personnel temporaire qui est titulaire d'une fonction principale à prestations complètes durant une ou plusieurs périodes d'occupation inférieure à une année scolaire complète bénéficie d'un traitement afférent à sa fonction durant chacune de ces périodes d'occupation. Si durant certaines des périodes visées ci-dessus, la fonction principale à prestations complètes dont il est titulaire est constituée de plusieurs fonctions incomplètes, son traitement est limité conformément à l'article 9, alinéa 2.

Art. 40. § 1er. Le membre du personnel temporaire qui, sur sa (ses) période(s) d'occupation au cours d'une même année scolaire, et en fonction du nombre minimum de périodes obtenu en application de l'article 8, § 1er, du présent arrêté, dépasse le nombre minimum de périodes requis pour sa fonction, bénéficie durant chacune de ses périodes d'occupation d'un traitement pour une fonction principale à prestations complètes conformément à l'article 37 et d'un traitement en fonction accessoire limité conformément aux dispositions de l'article 77 de la loi du 24 décembre 1976 précitée.

S'il s'avère que sa période d'occupation s'inscrit dans une période ininterrompue d'activité dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, l'article 10 du présent arrêté est d'application.

La régularisation qui pourrait en résulter intervient au dernier jour ouvrable du mois de septembre qui suit immédiatement l'année scolaire donnant droit à ce traitement.

§ 2. Si, durant la ou les période(s) d'occupation en promotion sociale, la fonction principale à prestations complètes visée au § 1er est constituée de plusieurs fonctions principales à prestations incomplètes exercées en promotion sociale et dans d'autres types d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française, le membre du personnel titulaire de la dite fonction principale bénéficie des dispositions prévues au § 1er.

Art. 41. Le membre du personnel temporaire qui est considéré durant sa (ses) période(s) d'occupation au cours d'une même année scolaire comme titulaire d'une ou de plusieurs fonctions incomplètes bénéficiera durant cette période ou durant chacune de ces périodes d'un traitement calculé en fonction de la fraction horaire de sa charge, et de l' (des) échelle(s) de traitement y afférente(s).

#### Section 2. — Des titulaires d'une fonction accessoire

Art. 42. Le traitement de toute fonction accessoire visée par la présente section correspond à 80 pour cent du traitement minimum, au sens de l'article 1er, qui serait accordé à un membre du personnel exerçant les mêmes prestations en fonction principale dans l'enseignement de promotion sociale.

Art. 43. Seuls les membres du personnel temporaire qui ont exercé sans interruption des prestations en fonction accessoire depuis le dernier jour de l'année scolaire 1978-1979 et pour les prestations qu'ils ont conservées dans le cadre du volume horaire qu'ils avaient le dernier jour de l'année scolaire 1981-1982, bénéficient de la rémunération différée prévue à l'article 37, 4<sup>o</sup>, du présent arrêté.

Pour l'application de cette disposition, ne sont pas considérées comme des interruptions, les cas visés à l'article 40bis, § 3, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 précité.

Art. 44. Les membres du personnel rémunérés sur la base de la présente section ne peuvent à ce titre, faire valoir des droits à une allocation de fin d'année ou à un pécule de vacances.

### TITRE III. — Des prestations accomplies durant les vacances scolaires

#### CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Art. 45. Les prestations visées au présent titre sont des prestations de cours accomplies dans l'enseignement de promotion sociale par un membre du personnel directeur, enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation durant les vacances d'hiver, de printemps et/ou d'été.

Art. 46. Les prestations exercées au cours des vacances d'hiver et/ou de printemps sont soit englobées dans une période d'occupation en cours, soit prestées dans une période d'occupation propre répondant au prescrit de l'article 8, §§ 2 et 3.

Art. 47. Les prestations exercées au cours des vacances d'été sont réputées accomplies durant une période d'occupation sui generis durant laquelle un membre du personnel ne peut être chargé en fonction principale que de 160 périodes/année au maximum dans les fonctions dont le nombre minimum prévu à l'article 8 est de 800 périodes/année et de 200 périodes/année au maximum dans les fonctions dont le nombre minimum est de 1 000 périodes/année.

#### CHAPITRE II. — Du caractère principal ou accessoire de ces prestations

Art. 48. Les prestations accomplies durant les vacances d'été par un membre du personnel ayant déjà été chargé durant l'année scolaire écoulée d'une ou de plusieurs fonctions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française seront considérées en fonction principale ou en fonction accessoire selon que ce membre du personnel y a été chargé d'une fonction principale à prestations complètes ou d'une ou de plusieurs fonctions principales à prestations incomplètes.

Si le membre du personnel visé à l'alinéa précédent a été chargé, durant l'année scolaire écoulée, d'une ou de plusieurs fonctions à prestations incomplètes, les prestations visées sous la présente section ne peuvent être considérées en fonction principale qu'à concurrence du nombre minimum de périodes/année prévu pour sa fonction à l'article 8, § 1er et dans le respect de l'article 47 du présent arrêté.

Le reliquat éventuel de périodes/année visé à l'article 47 est réputé avoir été exercé en fonction accessoire et sera rémunéré comme tel.

Art. 49. Les prestations accomplies durant les vacances d'été par un membre du personnel n'ayant été chargé durant l'année scolaire écoulée d'aucune fonction dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française sont considérées en fonction principale ou accessoire selon que ce membre du personnel se trouve ou non, dès son engagement, dans l'une des situations prévues à l'article 11, § 3, du présent arrêté.

CHAPITRE III. — *Des modalités de paiement de ces prestations*

Art. 50. Un membre du personnel occupé dans l'enseignement de promotion sociale durant les vacances d'hiver, de printemps et/ou d'été est rémunéré pour ces prestations, dont le caractère principal ou accessoire a été déterminé au chapitre II du présent titre, conformément aux dispositions du titre II du présent arrêté dont il relève eu égard à sa situation administrative.

TITRE IV. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 51. Sont abrogés en ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française :  
— l'arrêté royal du 10 mars 1965 portant statut pécuniaire du personnel des cours à horaire réduit relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture, modifié par l'arrêté royal du 4 novembre 1976;  
— l'arrêté royal du 29 août 1985 portant harmonisation des dispositions des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit.

Art. 52. L'application des nouvelles dispositions statutaires ne peut en aucun cas avoir pour effet d'aboutir à une réduction de rémunération dans le chef des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation nommés définitivement, établie conformément au régime pécuniaire antérieur.

Art. 53. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1993.

Art. 54. Le Ministre de la Communauté française ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 octobre 1993.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education, de l'Audiovisuel et de la Fonction publique,  
E. DI RUPO

—  
VERTALING

## MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 93 — 2982

[S — 29590]

25 OKTOBER 1993. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs;

Gelet op de wet d.d. 8 februari 1974 tot wijziging van het koninklijk besluit d.d. 15 april 1958, gewijzigd door het koninklijk besluit d.d. 10 maart 1965, houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs;

Gelet op de wet d.d. 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 294 d.d. 31 maart 1984 waarbij de voorwaarden bepaald worden voor het uitbetalen van de uitgestelde bezoldiging van sommige tijdelijke personeelsleden van het onderwijs die tijdens de zomervakantie andere beroepsinkomsten hebben;

Gelet op het decreet van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, zoals gewijzigd, inz. op de artikelen 111, 119 en 135;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 15 maart 1974 houdende bepaling op 1 april 1972 van de weddeschalen van het personeel van de leergangen voor sociale promotie die onder het « Ministère de l'Education nationale et de la Culture française » en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur ressorteren, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen der personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1991 tot bepaling van de berekeningsvoorwaarden van de sociale en geldelijke anciënniteit der personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie;

Overwegende dat het noodzakelijk is, met het oog op de aanpassing van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap aan de nieuwe werkelijkheid in het leven geroepen door het decreet dd. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, in een nieuwe bezoldigingsregeling te voorzien, toepasselijk op alle leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulp personeel tewerkgesteld in dit soort onderwijs;

Gelet op het akkoord van de Inspectie van Financiën gegeven op 5 augustus 1993;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 13 september 1993;

Gelet op het protocol d.d. 23 september 1993 van Sectorcomité IX en van het Comité voor provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, die gezamenlijk vergaderden;

Gelet op het advies van de Raad van State;



Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen en gelet op de beraadslaging van de Regering d.d. 25 oktober 1993,

Besluit :

### TITEL I. — Algemene bepalingen

#### HOOFDSTUK I. — Terminologie en algemene regels tot bepaling van de weddeschalen

Artikel 1. De wedden van de personeelsleden die onderworpen zijn aan de bepalingen van dit besluit, worden vastgelegd door weddeschalen behelzende :

- een minimumwedde;
- wedden, verhogingstrappen genoemd, ingevolge de periodieke, d.w.z. jaarlijkse en tweejaarlijkse verhogingen;
- een maximumwedde.

Art. 2. De wedden en de periodieke verhogingen worden in een aantal munteenheden uitgedrukt, dat met hun jaarlijks bedrag overeenstemt.

Art. 3. De schaal voor elk ambt wordt door de Regering van de Franse Gemeenschap vastgelegd, gelet op de belangrijkheid hiervan, die normaliter overeenstemt met het niveau van elk van de toegelaten diploma's of bekwaamheidsbewijzen voor de toegang tot dat ambt.

Art. 4. De schalen der ambten van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel worden bepaald door het koninklijk besluit d.d. 15 maart 1974 houdende bepaling op 1 april 1972 van de weddeschalen van de graden van het personeel van de leergangen voor sociale promotie die onder het « Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture française » en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur ressorteren.

Art. 5. Elke weddeschaal wordt gerangschikt ofwel in de klasse « 20 jaar », ofwel in de klasse « 21 jaar », ofwel in de klasse « 22 jaar », ofwel in de klasse « 23 jaar », ofwel in de klasse « 24 jaar ».

Art. 6. De weddeschaal wordt aangeduid door een index die de minimumwedde, de maximumwedde, de klasse, alsmede het aantal en het bedrag van de periodieke verhogingen vermeldt.

Art. 7. Het lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel tewerkgesteld in het onderwijs voor sociale promotie wordt geacht te fungeren in een hoofdamt met volledige prestaties wanneer hij niet verkeert in één van de in artikel 11 van dit besluit bedoelde toestanden.

#### HOOFDSTUK II. — Hoofdamten

Art. 8. § 1. Het lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel tewerkgesteld in het onderwijs voor sociale promotie wordt beschouwd als titularis van een hoofdamt met volledige prestaties in dat onderwijs wanneer hij in één of meer inrichtingen en over een tewerkstellingstijdperk, ten minste het minimumaantal lestijden, vereist door zijn ambt, presteert.

Het minimumaantal lestijden bedoeld in het vorige lid wordt als volgt vastgelegd :

- Directeur : 36 lestijden per week.
  - Opvoeder-huismeester : 36 lestijden per week.
  - Directiesecretaris(esse) : 36 lestijden per week.
  - Studiemeester-opvoeder : 36 lestijden per week.
- Voor deze ambten vertegenwoordigt een lestijd een bezigheidstijd van 60 minuten.
- Werkmeester : 30 lestijden/week.
  - Leraar algemene vakken : 300 lestijden/schooljaar.
  - Leraar psychologie, opvoedkunde, methodiek : 300 lestijden/schooljaar.
  - Leraar bijzondere vakken : 800 lestijden/schooljaar.
  - Leraar technische vakken : 800 lestijden/schooljaar.
  - Leraar beroepspraktijk : 1 000 lestijden/schooljaar.
  - Leraar technische vakken en beroepspraktijk : 1 000 lestijden/schooljaar.

Voor deze ambten vertegenwoordigt een lestijd een onderwijsbezigheid van 50 minuten.

§ 2. In de afdelingen van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2, georganiseerd in minder dan 40 weken werking, en in de opleidingsafdelingen of -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 die niet over een geheel schooljaar worden ingericht wordt, om te bepalen of een personeelslid tijdens een bezigheidstijdvak het minimumaantal in § 1 bedoelde lestijden bereikt, het aantal lestijden toevertrouwd aan het personeelslid vermenigvuldigd met een breuk waarvan de teller gelijk is aan het aantal kalenderdagen die een schooljaar omvat, en de noemer aan het aantal kalenderdagen die de tewerkstellersperiode omvat.

§ 3. Voor de toepassing van de §§ 1 en 2 duidt een tewerkstellersperiode een bepaald tijdvak aan dat ten vroegste begint op de eerste openingsdag van de opleidingsafdeling of -eenheid waarin het personeelslid zijn ambt uitoefent en dat ten laatste op de laatste openingsdag van die zelfde opleidingsafdeling of -eenheid eindigt.

Het personeelslid wordt geacht zijn ambt uit te oefenen zolang hij zijn recht op een wedde behoudt.

Het betrokken personeelslid mag een hoofdamt met volledige prestaties gedurende verschillende tewerkstellersperiodes over een zelfde schooljaar uitoefenen.

De maximumduur van een tewerkstellersperiode loopt van 1 september tot 30 juni van het volgende kalenderjaar.

Art. 9. Het lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel dat een hoofdamt uitoefent met onvolledige prestaties, bezoldigd door dezelfde weddeschaal in één of meer inrichtingen van het onderwijs voor sociale promotie of in andere door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde onderwijstypes, wordt beschouwd als de titularis van een hoofdamt met volledige prestaties wanneer de som van de betrekkelijke waarden van de tussentijdse van zijn verschillende ambten over één zelfde tewerkstellersperiode de eenheid bereikt.

Indien die hoofdamten met onvolledige prestaties hem recht geven op verschillende weddeschalen, bestaat zijn hoofdamt met volledige prestaties ten hoogste uit het kleinste geheel aantal lestijden die nodig zijn om de wedde te bereiken die hij zou ontvangen mocht hij volledige prestaties uitoefenen in dat van zijn onvolledige ambten waarvoor hij het best bezoldigd wordt.

Het onvolledige ambt dat het best bezoldigd wordt is datgene dat hem, mocht hij het met volledige prestaties uitoefenen, recht zou geven op de hoogste bruto jaarwedde.

De urreuk van een ambt heeft als teller het resultaat van de in artikel 8, § 2 bepaalde berekening en als noemer het minimumaantal lestijden waarmee een personeelslid wordt belast om bedoeld ambt uit te oefenen als hoofdambt met volledige prestaties over een geheel schooljaar.

Ingeval sommige van die onvolledige ambten in één of meer inrichtingen van het onderwijs met volledig leerplan worden uitgeoefend, wordt deze urreuk bekomen door de vermenigvuldiging van het aantal uren/week toevertrouwd aan de betrokkene met de betrekkelijke waarde van een lesuur zoals bepaald in artikel 4, § 2, lid 2 van het koninklijk besluit dd. 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs.

Ingeval sommige van die onvolledige prestaties worden uitgeoefend in één of meer inrichtingen van het onderwijs voor socio-culturele promotie, wordt deze urreuk bekomen door de vermenigvuldiging van het aantal uren/week toevertrouwd aan de betrokkene, met de betrekkelijke waarde van een uur les, bepaald in artikel 4, § 2, 2e lid van voormeld besluit van 15 april 1958.

De betrekkelijke waarde van een uur les wordt in dat geval uitgedrukt door een breuk waarvan de teller de eenheid is en de noemer het minimumaantal lessen vastgelegd voor dat ambt door het koninklijk besluit d.d. 9 november 1978 waarbij de weddeschalen van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de rijksinrichtingen voor kunstonderwijs met beperkt leerplan vastgesteld worden op 1 april 1972.

**Art. 10.** Voor het lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel, titularis van een hoofdambt met volledige prestaties bedoeld in de artikelen 8 en 9 en van één of meer bijbetrekkingen bedoeld in hoofdstuk III deze titel, maken prestaties geheel of gedeeltelijk deel uit van zijn urreuk(en), bezoldigd als hoofdambt of als bijbetrekking, indien blijkt dat over een ononderbroken tewerkstellingsperiode in het door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde onderwijs, tewerkstellingsperiodes hem recht geven op een wedde uit hoofde van één of meer hoofdambten met onvolledige prestaties.

De in vorig lid bedoelde ononderbroken tewerkstellingsperiode is de periode die aanleiding geeft tot de uitkering van een wedde of van een weddetoelage ten laste van de Franse Gemeenschap.

Deze ononderbroken periode wordt tot het lopende schooljaar beperkt en omvat de tewerkstellingsperiode(s) tijdens welke de betrokkene zijn hoofdambt met volledige prestaties overschrijdt.

Het betrokken personeelslid mag verschillende ononderbroken tewerkstellingsperiodes in de loop van een zelfde schooljaar doormaken.

Uit de toepassing van de voorafgaande bepalingen kan voortvloeien dat binnen de perken van een zelfde ononderbroken tewerkstellingsperiode, een lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel, tewerkgesteld in het onderwijs voor sociale promotie, beschouwd en bezoldigd wordt als titularis van een hoofdambt met volledige prestaties tijdens een langer tijdperk dan dat omschreven krachtens artikel 8, § 3.

### HOOFDSTUK III. — Bijbetrekkingen

**Art. 11. § 1.** Voor de toepassing van dit besluit en onverminderd de bepalingen van artikel 10 duidt de uitdrukking « bijbetrekking » het ambt aan dat in één of meer inrichtingen van het onderwijs voor sociale promotie uitgeoefend wordt door het personeelslid :

a) dat reeds in het onderwijs met volledig leerplan, met inbegrip van het secundair onderwijs met beperkt leerplan, een ambt uitoefent met volledige prestaties, bedoeld in artikel 4 van voormeld koninklijk besluit d.d. 15 april 1958;

b) dat reeds in het onderwijs voor sociaal-culturele promotie een ambt met volledige prestaties uitoefent, bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit d.d. 10 maart 1965 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der leergangen met beperkt leerplan afhankelijk van Nationale Opvoeding en Cultuur;

c) dat reeds een hoofdambt uitoefent met volledige prestaties, bedoeld in artikel 4, § 2, van bovenvermeld koninklijk besluit d.d. 15 april 1958 en bestaande uit verschillende hoofdambten met onvolledige prestaties in de onder a en b vermelde onderwijstypes;

d) dat reeds in het onderwijs voor sociale promotie een hoofdambt uitoefent bedoeld in de artikelen 8 t/m 10 van dit besluit;

e) dat reeds in een van de onder a en/of b vermelde onderwijstypes en in het onderwijs voor sociale promotie, één of meer ambten uitoefent die hem een volledige wedde verlenen waarvan het brutobedrag gelijk is aan de brutowedde die hij zou ontvangen mocht hij volledige prestaties uitoefenen in het ambt met onvolledige prestaties dat het best bezoldigd wordt.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 en onverminderd de in dit besluit vastgestelde uitbetalingsvoorwaarden wordt de aard — bijbetrekking of hoofdambt — van het gedurende het voorbije schooljaar uitgeoefend ambt, op 31 augustus van elk jaar bepaald.

§ 3. Wordt ook beschouwd als bijbetrekking het ambt dat in één of meer onderwijsinrichtingen voor sociale promotie uitgeoefend wordt door het personeelslid :

a) dat reeds een zelfstandig beroep uitoefent met een beroepsbezigheid die minstens 60 % van de wekelijkse prestaties vergt die worden verstrekt door degene die dezelfde bezigheid exclusief uitoefent.

De toepassing van deze bepaling sluit de toepassing uit van lid c van deze paragraaf.

b) dat, uit hoofde van een in de privé- of de openbare sector uitgeoefende bezigheid waarvan het normaal uurrooster een normale beroepsbezigheid volledig opslorpt, een wedde, een brugpensioen of een rustpensioen geniet waarvan het bedrag hoger is dan of gelijk is aan het minimum van de laagste weddeschaal van het ambt van studiemeester-opvoeder.

c) dat, uit hoofde van een deeltijdse tewerkstelling in de privé- of de openbare sector, een wedde, een brugpensioen of een rustpensioen geniet waarvan het bedrag hoger is dan of gelijk is aan dat van de bruto-bezoldiging die hij zou ontvangen mocht hij zijn ambt als hoofdambt met volledige prestaties uitoefenen, maar berekend op grond van de minimumwedde.

Indien het personeelslid verschillende ambten in het onderwijs voor sociale promotie gelijktijdig uitoefent, bestaat de berekeningsbasis uit het minimum van de laagste weddeschaal die hij geniet.

d) dat een niet-uitsluitend ambt in het onderwijs met volledig leerplan uitoefent, waarvoor hij een volledige wedde geniet waarvan het brutobedrag gelijk is aan of hoger is dan zijn minimumwedde.

Indien het personeelslid verschillende ambten uitoefent naast dat welk hem een volledige wedde verleent, dient het minimum van de laagste weddeschaal die hij geniet, in aanmerking te worden genomen met het oog op een vergelijking.

De in lid d van deze paragraaf bedoelde uitdrukking « niet-uitsluitend ambt » wijst het ambt aan dat de leraar die artistieke vakken onderwijst, en de begeleider in één of meer scholen of instellingen voor kunstonderwijs van de Franse Gemeenschap uitoefenen.

Wordt ook beschouwd als niet-uitsluitend het ambt dat de inspecteur artistieke vakken in het kunstonderwijs uitoefent.

§ 4. In de onder § 3 hierboven bedoelde gevallen wordt de aard — hoofdamt of bijbetrekking — van het ambt bij de werving van het personeelslid bepaald.

Indien zich in de loop van het schooljaar een gebeurtenis voordoet die de aard van het ambt — hoofdamt of bijbetrekking — in het onderwijs voor sociale promotie kan wijzigen, wordt het personeelslid uitsluitend gedurende het overblijvende gedeelte van de lopende bezigheidsperiode beschouwd als titularis ofwel van één of meer hoofdamtben met onvolledige prestaties overeenkomstig hoofdstuk II van deze titel, ofwel van een bijbetrekking.

§ 5. Voor de toepassing van § 3, a, mag elk personeelslid dat aan dit besluit onderworpen is en een zelfstandig beroep uitoefent, de Minister die met de uitvoering van dit besluit belast is, vragen vast te stellen dat zijn zelfstandig beroep zijn beroepsbezigheid niet opsloort.

Het betrokken personeel dat een dergelijke aanvraag niet indient, wordt automatisch voor een bijbetrekking bezoldigd.

De Minister neemt jaarlijks zijn beslissing op advies van de Commissie opgericht bij toepassing van artikel 2 van de wet d.d. 8 februari 1974 tot wijziging van het koninklijk besluit dd. 15 april 1958, gewijzigd door het koninklijk besluit van 10 maart 1965, houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs.

De Commissie maakt een omstandig ontwerp van gemotiveerd advies op en legt het de betrokkene voor; binnen de dertig dagen na de ontvangst van dit advies kan het personeelslid een bezwaarschrift bij bovenvermelde Commissie indienen. De Minister neemt een gemotiveerde beslissing op grond van het eindadvies van de Commissie en van het eventueel bezwaarschrift.

Om haar advies op verzoek van een personeelslid uit te brengen neemt de Commissie de aard en de duur van de prestaties die zijn zelfstandig beroep behelst, de toegepaste uurrooster en de inkomsten die zijn beroep hem verleent, in aanmerking.

Zodra de Minister een eerste gunstige beslissing heeft genomen, wordt het betrokken personeelslid, in afwachting van een latere beslissing, verondersteld zijn ambt(en) in het onderwijs voor sociale promotie als hoofdamt uit te oefenen.

#### HOOFDSTUK IV. — Algemene regels ter vaststelling van de wedde

Art. 12. Bij elke wijziging van de bezoldigingsregeling wordt elke wedde in verband met een ambt weer vastgesteld alsof de nieuwe bezoldigingsregeling altijd had bestaan.

Indien de aldus weer vastgestelde wedde lager is dan die welke het personeelslid in zijn ambt genoot bij de inwerkingtreding van het besluit tot wijziging, blijft de hoogste wedde voor hem in dat ambt behouden totdat hij een minstens gelijke wedde bekomt.

Art. 13. De wedde van een personeelslid waarop dit besluit van toepassing is, is onderworpen aan de mobiliteit die moet toegepast worden op de wedden van het personeel der ministeries.

Art. 14. Voor de vaststelling van de leeftijd van het personeelslid met het oog op de vastlegging van zijn wedde, wordt de verjaardag van de geboorte die op een andere datum valt dan de eerste van de maand, steeds uitgesteld tot de eerste van de volgende maand.

Art. 15. De wedde van elk personeelslid wordt in de weddeschaal (schalen) van zijn ambt(en) vastgelegd, rekening houdend met de diploma's of bekwaamheidsbewijzen waarvan hij houder is.

Art. 16. Met uitzondering van de titularis van een bijbetrekking geniet het personeelslid op elk ogenblik een volgens zijn anciënniteit berekende wedde; bedoelde anciënniteit bestaat uit het totaal van de in aanmerking te nemen diensten die in hoofdstuk V van deze titel voorkomen.

Art. 17. Voor de bepaling van de wedde, overeenkomstig artikel 16, wordt alleen de nuttige anciënniteit in aanmerking genomen, d.w.z. die, verworven op het ogenblik dat het personeelslid het grootste aantal in aanmerking te nemen dienstjaren telt die met de periodieke verhogingen overeenstemmen.

Art. 18. Voor de toepassing van de artikelen 16 en 17 vormt elk totaal van twaalf maanden in aanmerking te nemen diensten, één jaar.

Art. 19. Onverminderd de bepalingen van artikel 9 geniet het personeelslid noch tijdens zijn bezigheids-tijdvak(ken) in de loop van het schooljaar noch tijdens de in artikel 10, lid 1 bedoelde ononderbroken bezigheids-tijdvakken, een wedde als hoofdamt die hoger is dan de maximumwedde van zijn schaal.

#### HOOFDSTUK V. — In aanmerking te nemen diensten

##### Afdeling 1. — Inaanmerkingneming

Art. 20. § 1. Komen in aanmerking voor de berekening van de geldelijke anciënniteit van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulp personeel op wie de bepalingen van dit besluit van toepassing zijn en die een hoofdamt in het onderwijs voor sociale promotie uitoefenen :

1° de in de artikelen 16 en 17 van bovenvermeld koninklijk besluit dd. 15 april 1958 bedoelde in aanmerking komende diensten;

2° de werkelijke diensten die het personeelslid heeft bewezen met ingang van zijn 20e, 21e, 22e, 23e of 24e jaar naar gelang van de klasse van zijn weddeschaal, in een leergang met beperkt leerplan, ingericht, gesubsidieerd of erkend krachtens de wetten op het technisch onderwijs, gecoördineerd op 30 april 1957 en in het door de Staat of thans de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde onderwijs voor sociale promotie;

3° de diensten voor de ontwikkelingssamenwerking bewezen onder een van de regelingen bedoeld in artikel 1 van de wet dd. 26 maart 1968 waarbij de werving in de openbare diensten van personen die diensten bewezen bij de samenwerking met de ontwikkelingslanden, vergemakkelijkt wordt.

§ 2. De in § 1 bedoelde in aanmerking te nemen diensten kunnen worden gevaloriseerd niet alleen wanneer zij als tijdelijke, stagiair of vastbenoemde werden bewezen, maar eveneens als werknemer uit het bijzonder tijdelijk kader (BTK), gesubsidieerd contractueel personeelslid (GEKO), tewerkgesteld werkloze (TW), stagiair Nationale Opvoeding, stagiair « Franse Gemeenschap » en stagiair RVA.

De diensten als tewerkgesteld werkloze mogen echter pas in aanmerking worden genomen vanaf het ogenblik dat het personeelslid de hoedanigheid van vastbenoemde verwerft.

Art. 21. Voor de toepassing van artikel 20, § 1 wordt het personeelslid verondersteld werkelijke diensten te verstrekken zolang hij zich in een administratieve toestand bevindt ingevolge waarvan het op grond van zijn statutaire wedde of bij ontstentenis ervan, het recht op bevordering tot een hogere wedde behoudt.

Art. 22. Voor de toepassing van artikel 20, § 1 mag de inaanmerkingneming van de diensten bewezen worden door alle rechtsmiddelen.

Art. 23. Vanaf de inwerkingtreding van dit besluit worden de diensten die het personeelslid na die datum als titularis van een bijbetrekking heeft verstrekt, niet meer in aanmerking genomen.

*Afdeling 2. — Duur*

Art. 24. § 1. De in artikel 20, § 1 in aanmerking komende diensten worden berekend per kalendermaand; die welke geen volle maand bedragen, worden niet meegeteld.

§ 2. De werkelijke diensten welke het personeelslid heeft verstrekt als waarnemer of als tijdelijke aan een onderwijsinrichting van het Rijk, van de Franse Gemeenschap, van een provincie, van een gemeente of van een bestuur dat onder een provincie of onder een gemeente of onder een door de Staat of thans de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijsinrichting ressorteert, tellen ook mee voor een anciënniteit gelijk aan het aantal gepresteerde dagen vermenigvuldigd met 1,2.

Dertig dagen vormen een maand.

§ 3. De diensten werkelijk verstrekt door een personeelslid als waarnemer aan een provinciale of gemeentelijke, een vóór 1 september 1958 aangenomen of aanneembare lagere school of bewaarschool, blijven onderworpen aan de bepalingen van artikel 1, 2° van het ministerieel besluit d.d. 20 augustus 1959 tot vaststelling van de in aanmerking te nemen diensten die als waarnemer werden verstrekt door de leden van het onderwijzend, wetenschappelijk of hiermee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs.

§ 4. Voor de toepassing van dit artikel worden verondersteld als interimair of tijdelijke verstrekt te zijn, alle in aanmerking komende diensten gedurende de maand tijdens welke het personeelslid aangesteld of tewerkgesteld wordt, voor de eerste keer, in een andere hoedanigheid dan die van interimair of tijdelijke.

Art. 25. De duur van de in aanmerking komende diensten verstrekt in twee of meer ambten met volledige of onvolledige prestaties die gelijktijdig worden uitgeoefend mag de duur van de inaanmerkingkomende diensten, verstrekt in een ambt met volledige prestaties dat tijdens dezelfde periode werd uitgeoefend, niet overschrijden.

Art. 26. De duur van de in aanmerking genomen diensten voor één personeelslid mag twaalf maanden per kalenderjaar niet te boven gaan.

Art. 27. De duur van de in aanmerking te nemen diensten verstrekt door een personeelslid in het raam van een nepstatuut wordt in overweging genomen overeenkomstig de in artikel 24, § 1 bepaalde schikkingen en de voorwaarden tot het in aanmerking nemen die in de artikelen 16 en 17 van bovenvermeld koninklijk besluit d.d. 15 april 1958 worden uitgedrukt.

In afwijking van lid 1 komen de in aanmerking komende diensten verstrekt als tewerkgestelde werkloze slechts in aanmerking voor de berekening van de geldelijke anciënniteit ten belope van zes jaar wanneer het personeelslid ook diensten kan doen gelden die vroeger als « GEKO » personeelslid werden verstrekt, en ten belope van twee jaar in het andere geval.

**TITEL III. — Uitbetaling van de wedde**

**HOOFDSTUK I. — Regels toepasselijk op de vastbenoemde personeelsleden**

*Afdeling 1. — Titularissen van hoofdamt*

Art. 28. § 1. Het vastbenoemd personeelslid dat één of meer ambten als hoofdamt uitoefent in het onderwijs voor sociale promotie, wordt maandelijks betaald.

De wedde van het in vorig lid bedoelde personeelslid wordt na vervallen termijn betaald, te weten op de laatste werkdag van de maand, behalve de betaling van de wedde van december die op de eerste werkdag van de maand januari van het volgende jaar gebeurt.

Hetzelfde geldt voor de uitkeringen alsmede voor elk ander deel van de bezoldiging dat samen met de wedde wordt betaald.

De uitbetaling van de kinderbijslag wordt niet door dit artikel bedoeld.

§ 2. De maandwedde is gelijk aan 1/12 van de wedde.

§ 3. Wanneer het personeelslid dat in het onderwijs voor sociale promotie tewerkgesteld is, gedurende een bezigheidsperiode een benoeming in vast verband bekomt in het of de ambten die hij uitoefent en die hij tot die datum als tijdelijke bekleedde, wordt zijn wedde gedurende deze bezigheidsperiode op de volgende wijze geregulariseerd :

— sinds de eerste dag van het lopende schooljaar tot de eerste dag van de maand van inaanmerkingneming van zijn benoeming in vast verband wordt het betrokken personeelslid tijdelijk bezoldigd in twaalfden;

— hij geniet de wedde als vastbenoemde op de eerste dag van de maand. Indien de benoeming in de loop van de maand gebeurt, gaat deze bezoldiging op de eerste dag van de volgende maand in.

§ 4. Bij het op pensioen gaan of overlijden van een vastbenoemd personeelslid, wordt de wedde voor de volledige maand, naar het geval, aan de betrokkene of aan diens rechthebbenden betaald.

Art. 29. Wanneer de maandwedde niet volledig verschuldigd is, wordt ze in dertigsten verdeeld, overeenkomstig de regels die in dit geval gelden voor het personeel der ministeries. Indien het werkelijk aantal betaalbare dagen gelijk is aan of lager is dan 15, is het aantal verschuldigde dertigsten gelijk aan het werkelijk aantal betaalbare dagen. Indien het werkelijk aantal betaalbare dagen hoger is dan 15, is het aantal verschuldigde dertigsten gelijk aan het verschil tussen 30 en het werkelijk aantal niet- betaalbare dagen.

Art. 30. Het personeelslid onderworpen aan de bepalingen van deze afdeling en houder van een hoofdamt met onvolledige prestaties, geniet een wedde gelijk aan het produkt van de waarde van de lestijden per jaar of wekelijkse lestijden per jaar, volgens de in artikel 8, § 1 opgesomde ambten, met het aantal lestijden/jaar of lestijden/week die het in aanmerking genomen ambt gedurende het schooljaar of de bezigheidsperiode omvat, indien dit ambt uitgeoefend wordt over een deel van het schooljaar.

De waarde van de lestijden of wekelijkse lestijden per jaar is gelijk aan het quotiënt van de deling van de wedde die het personeelslid zou ontvangen mocht hij zijn ambt als hoofdamt met volledige prestaties uitoefenen, door het minimumaantal lestijden of wekelijkse lestijden die dit ambt met volledige prestaties overeenkomstig artikel 8, § 1 omvat.

Art. 31. § 1. Het personeelslid dat aan de bepalingen van deze afdeling onderworpen is en titularis is van een hoofdamt gedurende het gehele schooljaar, geniet een wedde waarvan het jaarlijks brutobedrag wordt berekend op grond van de op zijn ambt toepasselijke weddeschaal, rekening houdend met zijn in aanmerking te nemen diensten.

§ 2. Indien het in het vorig lid bedoelde personeelslid gedurende dezelfde periode titularis is van een hoofdamt met volledige prestaties bestaande uit verschillende onvolledige ambten, bezoldigd door dezelfde weddeschaal, bestaat zijn wedde uit de som van de produkten verkregen bij toepassing van artikel 30.

Indien de bezoldiging in verband met die ambten hem recht geeft op verschillende schalen, wordt zijn wedde volgens het vorig lid samengesteld, maar beperkt tot de wedde die hij zou verkrijgen als hij een ambt met volledige prestaties uitoefende in het onvolledig ambt dat het best bezoldigd wordt.

**Art. 32. § 1.** Het aan de bepalingen van deze afdeling onderworpen personeelslid dat titularis is van een hoofdambt met volledige of onvolledige prestaties en van wie de werkelijke bezigheidsperiode geen volledig schooljaar duurt, wordt vanaf de eerste dag van het lopende schooljaar en voor de gehele duur van dit schooljaar, met inbegrip van de zomervakantie, bezoldigd.

§ 2. Zijn wedde wordt vastgesteld op grond van een omzetting van deze prestaties over het bedoelde schooljaar, op de volgende wijze :

— in het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2 : het aantal per week gepresteerde lestijden vermenigvuldigd met het aantal openingsweken van de opleiding, het geheel gedeeld door 40 keer de deler die toepasselijk is op het uitgeoefende ambt, zoals bepaald bij bovenvermeld koninklijk besluit d.d. 15 maart 1974;

— in het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 of van stelsel 2 wanneer het onmogelijk blijkt een geheel getal lestijden per week te bepalen : het aantal lestijden door het personeelslid werkelijk gepresteerd gedurende zijn bezigheidsperiode, gedeeld door het aantal lestijden, nodig om als titularis van een hoofdambt met volledige prestaties te worden beschouwd.

#### *Afdeling 2. — Titularissen van een bijbetrekking*

**Art. 33.** De leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel, tewerkgesteld in het onderwijs voor sociale promotie waarin zij daags vóór de inwerkingtreding van dit besluit één of meer bijbetrekkingen als vastbenoemd personeelslid bekleeden, genieten een bezoldiging die overeenkomstig artikel 28, §§ 1 en 2, van dit besluit zal worden uitbetaald.

Deze bezoldiging is ten hoogste die welke zij op 7 augustus 1982 zouden hebben ontvangen op grond van de prestaties waarmee zij belast blijven bij toepassing van de statuutsbepalingen die op diezelfde datum van toepassing waren.

**Art. 34.** Onverminderd de bepalingen van de wet dd. 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977 worden de prestaties die nog mogen worden bezoldigd, beperkt tot het aantal lestijden waarmee het betrokken personeelslid op de laatste dag van het schooljaar 1981-1982 belast was.

Ingeval dit urenpakket in uren per week bij toepassing van de vroegere statuutsbepalingen werd uitgedrukt, worden deze prestaties overeenkomstig artikel 32, § 2 omgezet en zullen ze in een breuk van een tijdens het gehele jaar betaalbare opdracht, met inbegrip van de zomervakantie, uitgedrukt worden.

**Art. 35.** Elke vermindering van hun ambtsbezigheden heeft als gevolg dat de betrokkenen het voordeel van de verworven geldelijke toestand definitief verliezen ten belope van deze vermindering.

**Art. 36.** De wedde voor bedoelde prestaties wordt vastgesteld op grond van dezelfde bepalingen als voor de titularis van één of meer hoofdambten met onvolledige prestaties.

In afwijking van vorig lid wordt de geldelijke anciënniteit van de betrokken personeelsleden beperkt tot die welke zij op de laatste dag van het schooljaar 1981-1982 hadden verworven.

Het bedrag van de in deze wedde begrepen periodieke verhogingen wordt met 50 % verminderd.

#### *HOOFDSTUK II. — Regels toepasselijk op de tijdelijke personeelsleden*

**Art. 37.** Voor de tijdelijke personeelsleden :

1<sup>o</sup> wordt de dagelijkse bezoldiging op 1/360e van de wedde vastgesteld;

2<sup>o</sup> zijn betaalbaar, alle dagen van het begin tot het einde van de aanstellingsperiode(s), met inbegrip van de ontspanningsverloven indien zij in bedoelde periodes vallen, alsmede van de winter- en lentevakantie; het totaal aantal dagen die aldus moeten betaald worden tijdens het schooljaar, mag 300 niet overschrijden;

3<sup>o</sup> in de gevallen waar de bepalingen van artikel 10 van dit besluit een toepassing vinden, zijn betaalbaar, alle dagen begrepen tussen het begin en het einde van elke ononderbroken activiteitsperiode in het door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde onderwijs, met inbegrip van de ontspanningsverloven indien zij in bedoelde periodes vallen, alsmede van winter- en lentevakantie; het aantal dagen die aldus betaalbaar zijn, mag het in 2<sup>o</sup> hierboven vermeld aantal dagen niet overschrijden;

4<sup>o</sup> daarenboven is in de loop van de zomervakantie betaalbaar een uitgestelde bezoldiging gelijk aan het produkt van de vermenigvuldiging van de overeenkomstig 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup> uitbetaalde dagelijkse bezoldigingen met 0,2.

De bepaling van bovenvermeld 4<sup>o</sup> is niet van toepassing op de tijdelijke personeelsleden die de leeftijd, overeenstemmend met de klasse van hun weddeschaal, niet bereikt hebben uiterlijk op 31 augustus die aan het begin van het schooljaar voorafgaat.

#### *Afdeling 1. — Titularissen van een hoofdambt*

**Art. 38.** De bepalingen van artikel 30 zijn van toepassing op de in deze afdeling bedoelde personeelsleden.

De bij artikel 31 van dit besluit vermelde bepalingen zijn van toepassing op de tijdelijke personeelsleden, die titularis zijn van een hoofdambt met volledige prestaties en wier bezigheidsperiode met de duur van een volledig schooljaar samenvalt.

**Art. 39.** Het tijdelijk personeelslid dat titularis is van een hoofdambt met volledige prestaties tijdens één of meer bezigheidsperiodes van minder dan een volledig schooljaar, geniet een wedde die betrekking heeft op zijn ambt tijdens elke betrokken bezigheidsperiode. Indien het hoofdambt met volledige prestaties, waarvan hij titularis is, tijdens sommige van de hierboven bedoelde periodes uit verschillende onvolledige ambten bestaat, wordt zijn wedde overeenkomstig artikel 9, lid 2, beperkt.

**Art. 40. § 1.** Het tijdelijk personeelslid dat over zijn bezigheidsperiode(s) in de loop van eenzelfde schooljaar, op grond van het minimumaantal periodes verkregen bij toepassing van artikel 8, § 1 van dit besluit, het voor dit ambt vereist minimumaantal bezigheidsperiodes overschrijdt, geniet tijdens elke bezigheidsperiode een wedde voor een hoofdambt met volledige prestaties overeenkomstig artikel 37 en een wedde voor een bijbetrekking, beperkt overeenkomstig de bepalingen van artikel 77 van bovenvermelde wet d.d. 24 december 1976.

Indien zijn bezigheidsperiode valt in een ononderbroken bezigheidsperiode in het door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde onderwijs, is artikel 10 van dit besluit van toepassing.

De regularisatie die hieruit kan voortvloeien, gebeurt op de laatste werkdag van de maand september die onmiddellijk volgt op het schooljaar dat recht op deze wedde geeft.

§ 2. Indien tijdens de periode(s) van bezigheid in het onderwijs voor sociale promotie het in § 1 bedoelde hoofdambt met volledige prestaties uit verscheidende hoofdambten met onvolledige prestaties bestaat, die uitgeoefend worden in het onderwijs voor sociale promotie en in andere door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde onderwijstypes, geniet het personeelslid, titularis van bedoeld hoofdambt, het voordeel van de in § 1 vermelde bepalingen.

**Art. 41.** Het tijdelijk personeelslid dat tijdens zijn bezigheidsperiode(s) in de loop van eenzelfde schooljaar beschouwd wordt als titularis van een of meer onvolledige ambten, geniet tijdens die periode of tijdens elke periode van bezigheid een wedde die op grond van de uurbreuk van zijn opdracht en van de schalen die erop betrekking hebben, wordt berekend.

#### *Afdeling 2. — Titularissen van een bijbetrekking*

**Art. 42.** De wedde van elke in deze afdeling bedoelde bijbetrekking stemt overeen met 80 % van de minimumwedde, bedoeld in artikel 1, die zou worden toegekend aan een personeelslid dat dezelfde prestaties als hoofdambt in het onderwijs voor sociale promotie zou uitoefenen.

**Art. 43.** Enkel de tijdelijke personeelsleden die ononderbroken prestaties in een bijbetrekking uitgeoefend hebben sinds de laatste dag van het schooljaar 1978-1979 en voor de prestaties die zij behouden hebben in het raam van hun urenpakket op de laatste dag van het schooljaar 1981-1982, genieten het voordeel van de in artikel 37, 4<sup>o</sup> van dit besluit bepaalde uitgestelde bezoldiging.

Voor de toepassing van deze bepaling worden de in artikel 40bis, § 3 van voormeld koninklijk besluit dd. 15 april 1958 bedoelde gevallen niet als onderbrekingen beschouwd.

**Art. 44.** De op grond van deze afdeling bezoldigde personeelsleden hebben in die hoedanigheid geen aanspraak op een eindejaarsuitkering of op vakantiegeld.

### **TITEL III. — Tijdens de schoolvakantie verstrekte prestaties**

#### *HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen*

**Art. 45.** De in deze titel bedoelde prestaties zijn lessen in het onderwijs voor sociale promotie verstrekt, door een lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel tijdens de winter-, lente- en/of zomervakantie.

**Art. 46.** De tijdens de winter- en/of lentevakantie uitgeoefende prestaties worden opgenomen in een lopende bezigheidsperiode of verstrekt tijdens een eigen bezigheidsperiode die aan de voorschriften van artikel 8, §§ 2 en 3 beantwoordt.

**Art. 47.** De tijdens de zomervakantie uitgeoefende prestaties worden geacht, uitgevoerd te zijn tijdens een bezigheidsperiode van bijzondere aard tijdens welke een personeelslid in een hoofdambt slechts met 160 uren/jaar ten hoogste mag belast worden in de ambten waarvan het minimumaantal bepaald bij artikel 8, 800 lestijden/jaar bedraagt en 200 lestijden/jaar ten hoogste in de ambten waarvan het minimumaantal 1000 lestijden/jaar bedraagt.

#### *HOOFDSTUK II. — Hoofdambt of bijbetrekking voor deze prestaties*

**Art. 48.** De prestaties tijdens de zomervakantie uitgeoefend door een personeelslid dat tijdens het voorbije schooljaar belast was met één of meer ambten in het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd onderwijs, worden als hoofdambt of als bijbetrekking beschouwd naargelang dit personeelslid er belast werd met een hoofdambt met volledige prestaties of met een of meer hoofdambten met onvolledige prestaties.

Indien het in vorig lid bedoeld personeelslid tijdens het afgelopen schooljaar belast werd met een of meer ambten met onvolledige prestaties, mogen de in deze afdeling bedoelde prestaties slechts als hoofdambt beschouwd worden ten belope van het minimumaantal lestijden/jaar, bepaald voor zijn ambt in artikel 8, § 1 en met inachtneming van artikel 47 van dit besluit.

Het in artikel 47 bedoelde eventueel saldo lestijden/jaren wordt geacht als bijbetrekking te zijn uitgeoefend en wordt als zodanig bezoldigd.

**Art. 49.** De prestaties, uitgeoefend tijdens de zomervakantie door een personeelslid dat tijdens het voorbije schooljaar met geen enkel ambt in het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd onderwijs belast werd, worden als hoofdambt of bijbetrekking beschouwd naargelang dit personeelslid, zodra hij geworven is, al dan niet verkeert in één van de bij artikel 11, § 3 van dit besluit beschreven toestanden.

#### *HOOFDSTUK III. — Uitbetalingsvoorwaarden voor deze prestaties*

**Art. 50.** Een personeelslid tewerkgesteld in het onderwijs voor sociale promotie tijdens de zomer-, lente en/of zomervakantie, wordt bezoldigd voor die prestaties waarvan de aard als hoofdambt of bijbetrekking in hoofdstuk II van deze titel werd vastgelegd, overeenkomstig de bepalingen van titel II van dit besluit waaronder hij ressorteert, gelet op zijn administratieve stand.

### **TITEL IV. — Opheffings- en slotbepalingen**

**Art. 51.** Worden opgeheven, voor het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap :

— het koninklijk besluit d.d. 10 maart 1965 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der leergangen met beperkt leerplan afhankelijk van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 4 november 1976;

— het koninklijk besluit d.d. 29 augustus 1985 houdende harmonisering van de bezoldigingsregels van toepassing op het onderwijzend personeel en daarmee gelijkgesteld personeel van het onderwijs met volledig leerplan en van het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan.

**Art. 52.** De toepassing van de nieuwe bepalingen mag in geen geval tot gevolg hebben dat de bezoldiging van de vastbenoemde leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel, die overeenkomstig de vroegere bezoldigingsregeling werd vastgesteld, wordt verminderd.

**Art. 53.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 1993.

**Art. 54.** De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 oktober 1993.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs,  
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs, de Audiovisuele Sector en het Openbaar Ambt,

E. DI RUPO